

## CHAPITRE 4 : INTEGRATION ET SOLIDARITE

### I. *La cohésion sociale et les instances d'intégration*

#### A. **Le lien social et ses transformations**

1. Qu'est-ce que le lien social ?
  - Définitions
  - Le lien social peut être de type communautaire ou sociétal selon Ferdinand de Tönnies.
2. Quelles sont les origines de la cohésion sociale ?
  - Dans les sociétés à solidarité mécanique, le lien social est fondé sur une conscience collective forte selon E Durkheim
  - Par contre pour le même auteur, dans les sociétés modernes, la solidarité organique est assurée par la division sociale du travail.
  - Tableau récapitulatif des différences entre solidarité mécanique et solidarité organique
  - La construction du lien social est le résultat d'un long processus de socialisation.
3. Les conséquences générales des défauts d'intégration
  - Anomie, déviance et délinquance
  - La montée de l'individualisme un danger pour la cohésion sociale ?

#### B. **La crise des instances de socialisation**

1. Une crise de la citoyenneté et de l'intégration nationale ?
  - Le projet national démocratique crée un lien social fort entre les citoyens. Il est fondé en France sur l'universalisme républicain.
  - Or ce modèle semble en crise pour les jeunes des zones urbaines sensibles....
  - Le multiculturalisme a ses avantages mais peut conduire au communautarisme.
2. Le travail est-il encore un facteur d'insertion sociale aujourd'hui ?
  - Le travail permet une intégration sociale, économique et politique
  - Mais quand l'emploi se raréfie et devient précaire, le travail est moins intégrateur.
3. La crise de la famille à l'origine de problèmes d'intégration ?
  - Cette cellule se « désinstitutionnalise » en devenant une cellule affective moins normée.
  - Toutefois les changements affectant l'institution familiale doivent être relativisés.

#### C. **Exclusion et pauvreté**

1. L'exclusion une situation ou un processus ayant des causes diverses ?
  - Elle peut décrire un défaut d'insertion sociale, l'état d'individus refoulés par la société ...
  - L'exclusion est le résultat d'un processus de désaffiliation (R Castel) et de disqualification. (S Paugam)
  - On peut également l'expliquer par l'anomie (Durkheim -Merton) la stigmatisation(E Goffman) ou l'étiquetage (H .Becker)
2. La pauvreté est un phénomène multidimensionnel
  - La pauvreté est un phénomène économique et donc matériel.
  - Mais elle ne se réduit pas à l'insuffisance des ressources monétaires
3. La pauvreté s'accompagne-t-elle toujours d'exclusion ?
  - On peut être pauvre sans être exclus et exclus sans être pauvre
  - Mais la pauvreté est une construction sociale et un stigmat qui peut conduire à la désaffiliation.

### II. *Protection sociale et solidarité collective*

#### A. **Les modèles en présence**

1. Objectifs et institutions de la protection sociale
  - Ensemble des dispositifs mis en place pour assurer et aider les individus devant

les risques majeurs de l'existence

- Elle est assurée conjointement par la sécurité sociale, pôle emploi, l'Etat et des ISBLSM
- Elle est financée par ....

## 2. Les modèles originels de l'Etat Providence

- L'Etat providence assure trois types de fonctions
- Le modèle bismarckien, né en Allemagne dans les années 1880, repose sur une logique d'assurance associée aux statuts professionnels.
- Le modèle beveridgien né Grande-Bretagne, après la Seconde Guerre mondiale relève de l'assistance. IL est fondé sur 3 principes ....
- Le système français révèle des caractéristiques à la fois beveridgiennes et bismarckiennes.. Il est de plus en plus libéral

## 3. Trois façons de garantir les individus contre les risques sociaux (typologie d'Esping-Andersen)

- Le modèle libéral anglo-saxon
- Le modèle assurantiel ou corporatiste de type franco allemand .
- Le modèle universaliste social démocrate des pays scandinaves

## **B. La redistribution**

### 1. L'intervention de l'Etat providence dans la répartition des revenus.

- La redistribution s'effectue par différentes voies .
- Deux types ( verticale et horizontale )

### 2. Cette redistribution est -elle efficace ?

- Oui : un peu
- Mais .....

## **C. Crises et mutations de la solidarité collective**

### 1. Une crise financière : l'effet de ciseaux

- Les dépenses augmentent fortement
- Alors que les recettes ont tendance à stagner,
- Les solutions adoptées en Europe pour remédier au déficit de l'assurance maladie

### 2. Une crise de légitimité

- L'Etat providence est beaucoup moins accepté par les citoyens
- L'Etat providence est critiqué par les théories libérales et le patronat.

### 3. L'évolution du traitement de la vieillesse et de la pauvreté

- Le financement des retraites en difficulté
- Les solutions possibles et leurs inconvénients
- La lutte contre la pauvreté : les minima sociaux
- Les critiques adressées au RSA par T Piketty et D Méda

## I. La cohésion sociale et les instances d'intégration

### A. Le lien social et ses transformations

#### 1. Qu'est-ce que le lien social?

- Définitions
  - \* Ensemble des liens culturels, sociaux, économiques et politiques qui relient les individus dans leur vie quotidienne et assurent l'unité et la cohésion de la société.
  - \* Les relations peuvent être de sociabilité (amis, famille, voisins), économiques, (relation patron employé, marché) ou politiques (élection, action collective ou associative, participation à la vie de la cité).
  - \* Il peut s'agir de liens directs basés sur l'interconnaissance (liens de sociabilité de proximité) ou de liens indirects tissés par la médiation économique ou politique (affiliation à la sécurité sociale, citoyenneté)
  - \* La cohésion sociale est donc l'état d'une société dans laquelle existent de solides liens sociaux établis grâce à des dispositifs d'intégration conférant aux individus un fort sentiment d'appartenance à la collectivité.
- Le lien social peut être de type communautaire ou sociétal selon Ferdinand de Tönnies.
  - \* La communauté est une collectivité caractérisée par des liens affectifs intenses, une forte cohésion et un esprit de solidarité vis-à-vis de l'extérieur. Les rôles et les statuts sociaux sont prescrits, le contrôle social est fort, la liberté individuelle est inexistante.
  - \* La société réunit des individus séparés géographiquement, affectivement, socialement. Le lien social est faible et fondé sur les intérêts personnels. Les rôles et les statuts sociaux sont acquis, le contrôle social est allégé, la liberté individuelle est respectée (individualisme).
  - \* Cette distinction peut être encore opérante. Le lien social contemporain est plus sociétal (relations sociales essentiellement marchandes.) mais il n'exclut pas des liens du type communautaires au sein des familles par exemple.

#### 2. Quelles sont les origines de la cohésion sociale ?

- Dans les sociétés à solidarité mécanique, le lien social est fondé sur une conscience collective forte selon E Durkheim
  - \* Ex : Indiens d'Amazonie, Nuers, papous de Nouvelle Guinée. ;
  - \* Les hommes y sont peu différents et interchangeable.
  - \* Ils partagent les mêmes valeurs et les mêmes croyances ce qui leur permet de vivre ensemble.
  - \* Le contrôle social relève de la famille et de la religion. Ces institutions font pression sur les individus pour les obliger à adopter des conduites conformes aux valeurs et aux normes règles prescrites.
  - \* Le droit est répressif : les écarts sont lourdement sanctionnés (peine de mort, exil).
- Par contre pour le même auteur, dans les sociétés modernes, la solidarité organique est assurée par la division sociale du travail.
  - \* Les individus sont autonomes et différenciés. Ils sont plus de liberté.
  - \* La société leur reconnaît le droit à l'autonomie prévalant sur l'appartenance à la collectivité (individualisme)

- \* La division du travail social induit une solidarité qualifiée d'organique car les individus deviennent complémentaires et indispensables les uns aux autres comme les différents organes du corps humain.
- \* Le contrôle social est plus intériorisé. Chaque individu s'autocensure au nom de la morale et à la peur des sanctions.
- \* Le droit est restitutif : il s'agit autant de punir que de réparer, de remettre dans le droit chemin plutôt que de condamner de manière irréversible.

- Tableau récapitulatif des différences entre solidarité mécanique et solidarité organique

Solidarité mécanique	Solidarité organique
Sociétés à faible division du travail	Sociétés à forte division du travail
Sociétés « traditionnelles »	Sociétés « industrielles »
Individus peu différents	Individus autonomes
Le lien social repose sur la conscience collective.	Le lien social repose sur la division du travail

- La construction du lien social est le résultat d'un long processus de socialisation.
  - \* Ensemble d'apprentissages sociaux par lesquels les individus intériorisent les valeurs et les normes de la société.
  - \* Ils apprennent ainsi à jouer les rôles (ensemble des comportements attendus d'un individu occupant une position sociale déterminée) que leur imposent les statuts qu'ils détiennent ou qu'ils visent. (Position occupée par un individu sur l'une des dimensions du système social (par exemple la profession, le sexe, l'âge etc....)).
  - \* La socialisation est dite primaire dans le cadre de la famille, secondaire dans le cadre du groupe de pairs ou de l'entreprise.

### 3. Les conséquences générales des défauts d'intégration

- Anomie, déviance et délinquance
  - \* L'anomie est notion introduite par E Durkheim pour décrire l'état d'une société dans laquelle les normes sont déficientes et ne sont plus communément acceptées. Les individus ne savent plus comment orienter leur conduite. L'anomie est donc une conséquence de la perte des valeurs dans les sociétés industrielles.
  - \* Pour Robert King Merton (1910) une société est anémique lorsqu'il y a inadéquation entre les objectifs proposés par une société et les moyens dont dispose ses membres pour les atteindre ce divorce se traduit par des comportements déviants.
  - \* La déviance est un comportement qui s'écarte de la norme. Cet écart à la norme peut être sanctionné par la loi (délinquance) ou par les individus eux-mêmes (exclusion, étiquetage). Cette notion est relative à une société donnée pour une période donnée. Des comportements jugés déviants à l'origine peuvent être par la suite progressivement acceptés (concubinage, homosexualité).
  - \* La délinquance est l'ensemble des conduites sanctionnés pénalement. Elle est difficilement mesurable car seuls les crimes et délits ayant fait l'objet d'une plainte sont transmis à la justice et les politiques peuvent inciter les policiers à faire du chiffre < ;
- La montée de l'individualisme un danger pour la cohésion sociale ?
  - \* L'individualisme est la valeur centrale des sociétés industrielles. La société reconnaît le droit à l'autonomie individuelle au détriment des appartenances collectives. Il peut être positif basé sur la liberté et le contrat ou négatif (affaiblissement des liens).

\* Manifestations : baisse de la pratique religieuse, montée de l'abstentionnisme, comportement de passager clandestin lors des conflits sociaux, relations familiales au service de l'épanouissement personnel, tolérance plus grande vis à vis des comportements déviants, rémunération du salarié en fonction du mérite.

\* Les risques : repli sur soi et absence de sens civique chez Tocqueville (despotisme démocratique), exclusion des individus les plus faibles, disparition de la morale et de la notion d'intérêt général. Anomie chez Durkheim.

\* Un danger à nuancer : l'individualisme n'est pas universel (plutôt classes moyennes et sphère privée), les combats collectifs continuent, la famille est encore un lieu de solidarité, l'individualisme peut être intégrateur (solidarité organique chez Durkheim).

## B. La crise des instances de socialisation

### 1. Une crise de la citoyenneté et de l'intégration nationale ?

• Le projet national démocratique crée un lien social fort entre les citoyens. Il est fondé en France sur l'universalisme républicain.

\* Nation = communauté de citoyens dotée de la même citoyenneté, ayant des références communes et vivant le plus souvent dans un même état.

\* Citoyenneté : statut juridique d'une personne à laquelle est reconnue une égalité de droits (de l'homme, civils politique et sociaux) et de devoirs (Impôt, respect de la loi)

P 228  
Q4, 5,6

\* L'idéologie républicaine insiste sur l'égalité des individus en tant que citoyen et refuse l'expression des particularismes en dehors de la sphère privée (laïcité, refus de la discrimination positive ...).

\* L'école républicaine transmet des valeurs (respect , tolérance , égalité, mérite..), des normes ( respect de la discipline , recherche des résultat , vie en société ) , des codes (langage , lecture , écriture )

• Or ce modèle semble en crise pour les jeunes des zones urbaines sensibles.....

\* Ils ne trouvent pas la place que la République leur promet : échec scolaire, discriminations policières ou à l'embauche, stigmatisation fréquente ...

Dossier  
4p 209

\* Ils sont donc privés du « droit à la différence », mais empêchés d'être « conformes et universels ». C'est-à-dire intégrés économiquement et socialement.

\* Certains revendiquent donc la reconnaissance et le respect de leurs particularités culturelles qui pourraient définir positivement leur identité et revendiquent une société explicitement multiculturelle. (Droit de porter le voile à l'école, discrimination positive ...)

• Le multiculturalisme a ses avantages mais peut conduire au communautarisme.

\* Ce modèle pratiqué dans les sociétés anglo-saxonnes prône la reconnaissance officielle des différences culturelles des droits spécifiques qui vont avec.

Synthèse  
p.228

\* Le multiculturalisme est aussi un mode d'intégration sociale où les individus sont d'abord reconnus en tant que membre de leur communauté « naturelle ». (Ethnique ou culturelle).

\* Mais si des droits culturels sont reconnus publiquement à certaines catégories de la population , les individus qui veulent en profiter seront obligés de s'identifier et de se définir comme membres de cette catégorie (incitation au conformisme identitaire )

\* De plus si chaque communauté demande à être reconnue comme telle, la société peut éclater en une multitude de groupes particuliers qui vivent les uns à côté des autres sans cohésion globale.

- \* Si les communautés sont reconnues, la liberté individuelle peut être remise en cause, chaque individu pouvant se voir assigner une appartenance donnée.

## 2. Le travail est-il encore un facteur d'insertion sociale aujourd'hui ?

- Le travail permet une intégration sociale, économique et politique
  - \* Économique : accession aux ressources matérielle et aux droits sociaux c'est-à-dire
  - \* Sociale : le monde du travail est une instance de socialisation secondaire .L'entreprise est aussi un groupe primaire naturel avec interactions directes de nature affective .C'est aussi un élément essentiel de l'identité des « adultes » et d'une image de soi positive.
  - \* Politique : intériorisation des valeurs de solidarité.
- Mais quand l'emploi se raréfie et devient précaire, le travail est moins intégrateur.
  - \* Le travail précaire participe au dualisme.
  - \* Il est source d'intégration incertaine (avec fort risque de chômage, difficulté d'accès au logement, au crédit ...). Les working poors ont souvent des relations tendues avec leurs collègues, Ils sont exclus de la société de consommation.
  - \* Le chômage et le travail précaire sont sources de disqualification, selon l'expression de S Paugam ou d'étiquetage négatif .Cette stigmatisation crée une dégradation de l'image de soi, (sentiment d'inutilité sociale) et éventuellement un repli sur soi et .
  - \* Le chômage est parfois à l'origine d'un processus de désaffiliation (terme employé par R castel) c'est-à-dire de décrochage continu d'un individu à l'égard de tous les secteurs lieux et institutions qui l'intégraient à la société.
  - \* L'individualisation croissante des relations au travail ne raccrochent plus de façon stable l'individu au collectif. (Salariés en compétition).

P 207 Q  
5, 6,7

P 207 Q  
6,7

Le travail intègre par .....	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le biais de l'entreprise ; exemple : coordination des employés au sein de l'entreprise les fait se considérer comme un collectif</li> <li>- le biais des syndicats ; exemple : l'existence d'intérêts communs a conduit au regroupement et à la coordination des salariés dans des associations</li> <li>- le biais du salariat ; exemple : existence de tout un ensemble d'institutions étatiques comme la Sécurité Sociale dont l'appartenance au salariat ouvre les droits</li> <li>- l'absence d'emploi conduit au relâchement des liens dans une communauté, ce qui montre bien le rôle intégrateur de l'emploi</li> </ul>
Ce rôle intégrateur est moins important car	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La flexibilité imposée de plus en plus dans le processus de production introduit de la concurrence et diminue l'intégration sociale par le « travail » ; exemple : à niveau de diplôme identique, la concurrence casse l'homogénéité des catégories sociales</li> <li>- il y a une individualisation des carrières qui réduit l'intégration par l'emploi ;</li> <li>- la précarité ressentie par de plus en plus de salariés en raison de la croissance des FPE et de flexibilité diminue le rôle intégrateur de l'emploi ;</li> <li>- Robert Castel utilise l'expression « précarité » pour désigner la situation dans laquelle se place certains individus alternant les périodes d'emploi, de chômage et d'inactivité sans accéder de façon durable à l'emploi typique</li> </ul> <p style="text-align: center;">*</p>

## 3. La crise de la famille à l'origine de problèmes d'intégration ?

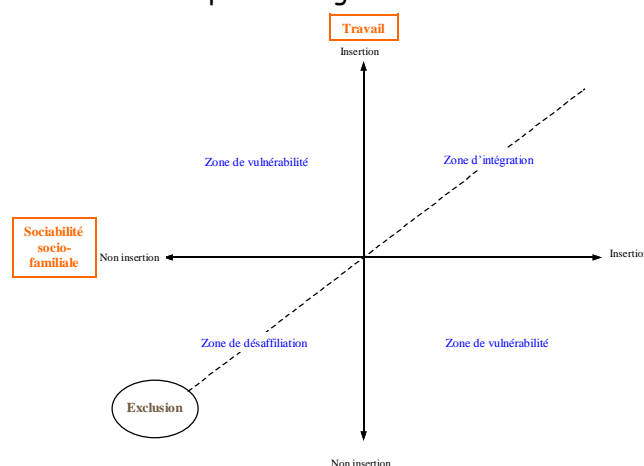
- Cette cellule se « désinstitutionnalise » en devenant une cellule affective moins normée.
  - \* La norme de la famille nucléaire et traditionnelle (mariage et filiation légitime) est remise en cause par : la baisse de la nuptialité, la banalisation des divorces et de l'union libre, l'augmentation des familles monoparentales et recomposées, l'augmentation du célibat.
  - \* La famille est marquée par l'individualisme et donc par le risque d'anomie .Par exemple il n'y a pas de règles strictes en matière d'éducation des enfants, le divorce n'est plus stigmatisant ...

- \* Une situation familiale instable ou difficile constitue un handicap pour l'intégration (un pourcentage important des allocataires du RMI vit seul ou dans une famille monoparentale)
- \* Les carences familiales (du type père absent) peuvent engendrer un défaut dans la socialisation primaire et donc des comportements asociaux.
- Toutefois les changements affectant l'institution familiale doivent être relativisés.
  - \* La famille traditionnelle reste majoritaire .66 % des enfants vivent dans une famille traditionnelle composées d'un couple avec un ou des enfants tous nés dans le couple actuel.
  - \* Vivre seul n'est pas synonyme d'exclusion. On peut entretenir des relations intenses avec sa famille, ses amis, ses relations de travail, militer dans des associations
  - \* La famille tribu ou relationnelle remplace la famille patriarcale .Elle est plus respectueuse de l'individu et tout aussi intégratrice.
  - \* La solidarité entre les générations toujours forte se manifeste par des aides financières, domestiques ou l'introduction dans un réseau ....
  - \* Cette institution reste le cadre primordial de l'intégration, de la socialisation et du contrôle social. Elle définit les normes et les valeurs dans le cadre de la socialisation primaire. (Ex sens du travail, orientation politique, croyances religieuses, comportements entre les sexes ...)

### C. Exclusion et pauvreté

#### 1. L'exclusion une situation ou un processus ayant des causes diverses ?

- Elle peut décrire un défaut d'insertion sociale, l'état d'individus refoulés par la société ...
  - \* Hors système (tsiganes, SDF), handicapés, déviants stigmatisés (homos, jeunes de banlieues, juifs), délinquants ....
  - \* Ces individus subissent une mise à l'écart : refus d'entrée en discothèque d'un jeune beur, détourner le regard en passant près d'un SDF
  - \* Qui aboutit souvent à une mise en retrait « un choix » : ne plus voir d'amis et ne parents, choisir une vie d'ermite, ne pas scolariser ses enfants, respecter une stricte endogamie.
  - \* Autrement dit l'individu exclu est privé des principaux liens avec la société et de l'accès à certains biens et services fondamentaux.
- L'exclusion est le résultat d'un processus de désaffiliation (R Castel) et de disqualification. (S Paugam)
  - \* La précarisation du marché du travail refoule durablement un pourcentage croissant de la population La privation d'emploi s'accompagne fréquemment de difficultés de logement, de soin médical, d'isolement
  - \* La désaffiliation est le résultat d'un processus qui se produit lorsque l'individu est en situation précaire au niveau de l'emploi et fragile au niveau relationnel



- \* L'exclusion est un processus progressif de disqualification que l'on peut schématiser ainsi:  
Refoulement d'un groupe hors de la société ⇒ dépendance vis-à-vis des organismes d'aide sociale ⇒ situation d'assisté ⇒ identité dégradée + suspicion des services sociaux
- On peut également l'expliquer par l'anomie (Durkheim -Merton) la stigmatisation (E Goffman) ou l'étiquetage (H. Becker)
  - \* Anomie voir I A 3
  - \* L'exclusion peut être le résultat d'une stigmatisation (E Goffman). Les membres d'un groupe ou les institutions d'une collectivité attribuent une identité sociale dévalorisée à un individu ou à un groupe, en raison d'une caractéristique jugée comme un handicap : le stigmate (E Goffman). Celui-ci peut être physique (la surdité), ethnique (être noir), par exemple
  - \* Ou d'un étiquetage négatif Le groupe et / ou les institutions désignent un individu comme déviant. La société lui applique cette étiquette (H. S. Becker) en vertu de la non-conformité de son acte à la norme de ce groupe et l'exclut .

## 2. La pauvreté est un phénomène multidimensionnel

- La pauvreté est un phénomène économique et donc matériel.
  - \* Elle peut être absolue (non-couverture des besoins vitaux) dans le tiers-monde ou au XIXe siècle (ouvriers au chômage, Zola...).
  - \* Ou relative (revenus inférieurs à 50% seuil français) ou 60 % du revenu médian (seuil européen).
  - \* On la calcule souvent par unité de consommation (un adulte = 1 UC, 0.5 pour les autres membres du ménage de + de 14 ans, 0.3 par enfant de moins de 14 ans).
  - \* 681 euros pour une personne seule, un couple avec deux enfants en bas âge est pauvre si ses ressources ne dépassent pas 1 430 euros mensuels. (Janvier 2008)
  - \* % de pauvres = 11,7 % seuil européen, 6,2 %, seuil français.
- Mais elle ne se réduit pas à l'insuffisance des ressources monétaires
  - \* Deuxième dimension : défaut de pouvoir, dimension politique. Faibles réseaux de socialisation (milieu professionnel, voisinage, association), pas de participation à la vie citoyenne.
  - \* Troisième dimension : défaut de savoir, dimension intellectuel. Absence, de connaissances, de diplômes. Faible accès à la culture, aux loisirs, à l'information.
  - \* Toutes ces dimensions font système (sont cumulatives) : l'absence de capital scolaire et de capacité à comprendre l'environnement empêche l'obtention d'un emploi stable et bien rémunéré (sortie de la pauvreté très difficile.)

P 223 Q  
2,3

P224 Q  
6,7

## 3. La pauvreté s'accompagne-t-elle toujours d'exclusion ?

- On peut être pauvre sans être exclus et exclus sans être pauvre
  - \* On peut être pauvre sans être exclu, quand tout le monde est pauvre (PMA, étudiants, vie de bohème des peintres..).
  - \* On peut être pauvre et bien inséré dans un réseau relationnel (solidarité familiale, associative)
  - \* Les exclus ne sont pas toujours pauvres (un homo dans une cité, un baba dans un village, une personne isolée sans attaches familiales ...)
- Mais la pauvreté est une construction sociale et un stigmate qui peut conduire à la désaffiliation.
  - \* C'est le jugement de la société en terme de besoins d'assistance .Est pauvre celui qui a besoin de revenus de transfert.

P224 Q 8  
,9



- \* La pauvreté matérielle appelle la pitié et le mépris d'autrui, (stigmatisation). Leur situation leur est reprochée comme une marque d'incompétence, quand l'idéologie dominante renvoie au mérite individuel et aux inégalités justes.
- \* Elle se traduit souvent par la résignation des victimes qui s'installent dans la marginalité.
- \* La pauvreté est excluante dans une société de consommation (Non-participation au mode de vie considéré comme normal).

## II. Protection sociale et solidarité collective

### A. Les modèles en présence

#### 1. Objectifs et institutions de la protection sociale

- Ensemble des dispositifs mis en place pour assurer et aider les individus devant les risques majeurs de l'existence
  - \* Chômage, maladie, vieillesse, famille
  - \* La protection sociale a donc à la fois des objectifs matériels (permettre aux individus de survivre quand ils sont malades, ou âgés, ou chargés de famille nombreuses, par exemple)
  - \* Et des objectifs sociaux (réduire l'inégalité devant les risques de la vie et assurer aux individus un minimum de revenus leur permettant d'être intégrés à la société).
- Elle est assurée conjointement par la sécurité sociale, pôle emploi, l'Etat et des ISBLSM
  - \* La Sécurité sociale gère la protection contre la maladie, la vieillesse, etc.
  - \* Pôle emploi: est l'organisme issu de la fusion ANPE-Unedic chargé d'assurer l'accueil, l'orientation, la formation, le placement des demandeurs d'emploi et pour leur verser un revenu de remplacement
  - \* L'Etat et les collectivités locales financent l'assistance
  - \* Enfin les organisations caritatives, comme le Secours catholique, le Secours populaire, par exemple) prennent en charge les populations les plus marginalisées.
- Elle est financée par ...
  - \* Les cotisations sociales patronales et salariales permettent de financer les dépenses de la Sécurité sociale et de pôle emploi.
  - \* Les impôts permettent de payer les dépenses d'assistance
  - \* Les ISBLSM ou administrations privée sont financées par les dons et les subventions.

#### 2. Les modèles originels de l'Etat Providence

- L'Etat providence assure trois types de fonctions
  - \* Les fonctions régaliennes de l'Etat gendarme (Justice, police, Défense et prise en charge des biens collectifs non rentables). C'est l'Etat minimal souhaitable dans la théorie libérale
  - \* La fonction économique de régulation de l'économie d'inspiration keynésienne par le biais de la politique budgétaire, monétaire
  - \* La fonction de redistribution.
- Le modèle bismarckien, né en Allemagne dans les années 1880, repose sur une logique d'assurance associée aux statuts professionnels.
  - \* Il est financé par les cotisations sociales salariales et patronales obligatoires.
  - \* Il est cogéré par le patronat et les syndicats.

Textes p  
214

Fiche de  
TD 24

- \* L'objectif est de s'assurer contre les risques sociaux et d'assurer un revenu de remplacement en cas de réalisation de ses risques (modèle assurantiel)
- Le modèle beveridgien né Grande-Bretagne, après la Seconde Guerre mondiale relève de l'assistance . IL est fondé sur 3 principes ...
  - \* Universalité : Tous les citoyens reçoivent des prestations même s'ils n'ont pas cotisés.
  - \* Uniformité : Les prestations sont forfaitaires, elles visent à satisfaire les besoins élémentaires et non à compenser les revenus antérieurs.
  - \* Unicité : Une seule cotisation couvre l'ensemble des risques, le système est géré par les services publics et financés par l'impôt.
- Le système français révèle des caractéristiques à la fois beveridgiennes et bismarckiennes.. Il est de plus en plus libéral
  - \* Bismarckien : protection sociale essentiellement financé par les cotisations, couverture sociale des travailleurs et de leurs ayant -droits
  - \* Beveridgien : il est financé de plus en plus par l'impôt (CSG notamment), la loi de financement de la sécurité sociale est voté par le parlement, il existe des mesures d'assistance (CMU, RMI, Minimum vieillesse, Allocation handicapé adulte, allocation parents isolés)
  - \* Libéral : les mutuelles couvrent une part croissante des dépenses de santé.

### 3. Trois façons de garantir les individus contre les risques sociaux (typologie d'Esping-Andersen)

- Le modèle libéral anglo-saxon
  - \* L'essentiel de la protection contre les risques sociaux est fournie par des assurances privées souvent liées à l'entreprise dont la souscription est libre.
  - \* L'Etat n'intervient qu'à la marge pour assister ceux qui n'ont pas les moyens financiers d'accéder au marché de l'assurance (medic care, medic aid). Les prestations sont forfaitaires et d'un niveau faible.
  - \* L'objectif est d'éviter de tomber sous le seuil de pauvreté absolue sans désinciter les individus à reprendre une activité
  - \* Risques de ce système : dualisation de la société, sélectivité de la part des assurances, système plus couteux puisque des dividendes doivent être versés au détriment des prestations.
- Le modèle assurantiel ou corporatiste de type franco allemand .
  - \* Repose sur l'assurance obligatoire liée à l'exercice d'une profession, complété par l'aide sociale
  - \* L'objectif est d'assurer un revenu de remplacement en cas d'arrêt de l'activité professionnelle. Ce revenu est proportionnel au revenu d'activité perçu auparavant.
  - \* Financé par les cotisations sociales.
  - \* Régulé par les partenaires sociaux.
- Le modèle universaliste social démocrate des pays scandinaves
  - \* Les prestations sont dites non contributives c'est-à-dire qu'elles sont versées à tous les citoyens sans condition.
  - \* La protection sociale est régulée par l'Etat et financée par l'impôt.
  - \* L'objectif est de lutter contre les inégalités et favoriser la cohésion sociale.

## B. La redistribution

### 1. L'intervention de l'Etat providence dans la répartition des revenus.

- La redistribution s'effectue par différentes voies .
  - \* Elle consiste à opérer des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sur les revenus primaires (revenus du travail et revenus du capital pour fournir des revenus de transfert.
  - \* Revenu disponible = Revenus primaires + revenus de transfert (prestations) - prélèvements obligatoires.
  - \* Elle est fondée sur l'assurance, l'assistance et la fourniture de services publics non marchands.
- Deux types ( verticale et horizontale )
  - \* La redistribution verticale consiste à transférer de la richesse des plus aisés vers les plus pauvres. Elle passe par la progressivité de l'impôt (taux d'imposition augmente avec le revenu).
  - \* La redistribution horizontale cherche à maintenir les revenus des citoyens touchés par les risques sociaux (maladie, chômage, handicap, vieillesse). Elle assure par exemple la solidarité entre les personnes en bonne santé et les malades, les actifs occupés et les chômeurs, les célibataires et les familles ...

P 221 Q 1

### 2. Cette redistribution est -elle efficace ?

- Oui : un peu
  - \* Plus le % des recettes publiques est élevé plus le rapport interdécile est faible.
  - \* Aux Etats-Unis par exemple, les prélèvements socio-fiscaux représentent 32% du PIB et les 10 % les plus riches perçoivent un revenu 16 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres. En Suède par contre le taux de prélèvement obligatoire est de 57 % pour un rapport interdécile de 6
  - \* Avant redistribution, les 20 % ayant le niveau de vie le plus élevé ont un revenu au moins (44420/6500) = 6,8 fois supérieur aux 20 % des individus ayant le niveau de vie le plus faible. Après redistribution, le coefficient n'est plus que de (34360/9460) = 3,6.
  - \* Le taux de pauvreté est systématiquement réduit par les transferts sociaux. Sans redistribution, la pauvreté représenterait 40 % de la population alors que ce taux est réduit à 15 % après redistribution.
  - \* L'égalité de traitement devant les services publics a un effet redistributif puisque l'Etat dépense la même somme quelque soit la contribution de l'individu au financement.
- Mais .....
  - \* La progressivité de l'impôt est faible puisque les impôts indirects comme la TIPP (impôt sur l'essence) ou la TVA constituent l'essentiel des ressources de l'Etat providence. Or ces prélèvements sont proportionnels voire dégressifs (10 € de TVA pèse plus sur le revenu d'un rmiste que sur celui d'un PDG du CAC 40).
  - \* Ce sont les ménages les plus favorisés qui bénéficient le plus de la protection sociale et des services publics. (Espérance de vie plus importante des cadres, études des enfants plus poussées, consultations plus fréquentes des spécialistes.)
  - \* L'évolution récente du système français le rend moins redistributif (le bouclier fiscal plafonne le taux d'imposition à 50 %, les droits de succession sont allégés, projet de TVA sociale.

P 221 Q 4  
,5

P222 Q  
10

P 221 Q 3

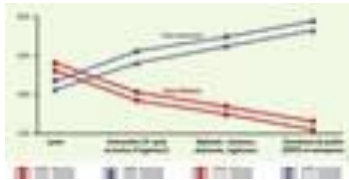
P 222 Q  
6,

## C. Crises et mutations de la solidarité collective

### 1. Une crise financière : l'effet de ciseaux

- Les dépenses augmentent fortement
  - \* Meilleure couverture des besoins sociaux (Minimum vieillesse, CMU, RMI ...).
  - \* Augmentation des dépenses de santé due au progrès technique dans les examens complémentaires (Scanner, IRM ...).
  - \* Vieillesse de la population (augmentation des dépenses de retraites et de santé).
  - \* Augmentation des dépenses de chômage.
- Alors que les recettes ont tendance à stagner,
  - \* Les retraités et les chômeurs payent moins de cotisations
  - \* Les salaires progressent faiblement.

P205 Q2,  
3



- \* Les solutions adoptées en Europe pour remédier au déficit de l'assurance maladie
  - \* Contrôler les dépenses : diminuer les remboursements, contrôler les actes des professionnels de la santé, augmenter le nombre de prestations en fonction des ressources, application de méthodes de gestion d'entreprise aux hôpitaux (tarification à l'acte...)
  - \* Transformer les modes de financement : transferts des coûts sur l'utilisateur ou les mutuelles (ticket modérateur ou forfait hospitalier), augmentation de la part financée par l'impôt pour diminuer le coût du travail ...

Q 8 P 218  
Synthèse

### 2. Une crise de légitimité

- L'État providence est beaucoup moins accepté par les citoyens
  - \* L'État-providence est moins légitime aujourd'hui car la croyance en son manque d'efficacité est passée dans le sens commun.
  - \* Il a été incapable d'endiguer le chômage et la pauvreté.
  - \* Sa capacité à assurer la solidarité est mise en doute (critiques récurrentes à l'égard des fonctionnaires).
  - \* Préférence pour une solidarité (charité ?) volontaire exercée dans des associations type restos du cœur.
- L'État providence est critiqué par les théories libérales et le patronat.
  - \* Les allocations chômage et les minima sociaux sont accusés de générer une mentalité d'assisté et de créer des trappes.
  - \* Le taux de prélèvement obligatoire (environ 50 % en France) est un frein pour la croissance économique.
  - \* Les ultralibéraux type F Hayek estiment que les inégalités sont justes. J Rawls pense qu'elles sont stimulantes.
  - \* Le financement de la protection sociale française par des cotisations sociales basées sur les salaires diminue notre compétitivité en augmentant le coût salarial. Ce qui favorise le chômage et incite à la délocalisation et à la substitution du capital au travail.

P 205  
Q6, 7

### 3. L'évolution du traitement de la vieillesse et de la pauvreté

- Le financement des retraites en difficulté

- \* Actuellement le système français est un système de financement par répartition : une part des revenus des actifs est prélevé pour servir les pensions de retraités. Or la population vieillit du fait de la : hausse de l'espérance de vie et de la chute de la fécondité à partir du milieu des années 60.

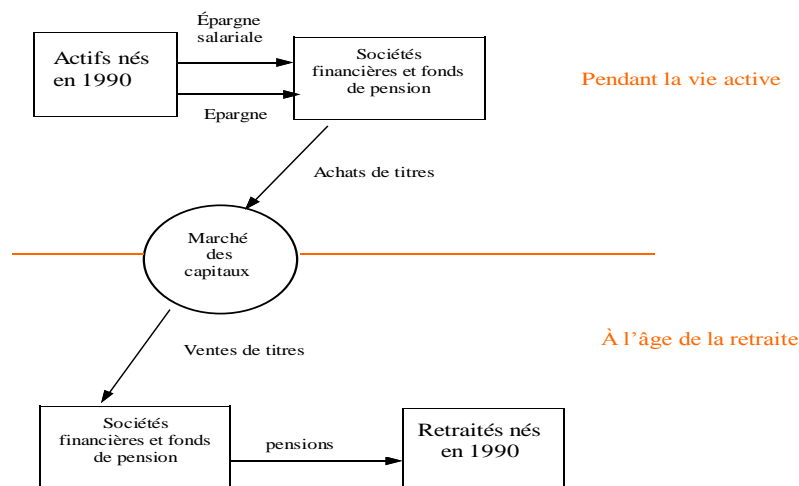
- \* La charge par actif augmente. Selon le scénario de base on comptait 0,40 personnes de + de 60 ans pour 1 personne en âge de travailler entre 20 et 59 ans (0,29 si on prévoit une augmentation de la durée d'activité jusqu'à 64 ans). En 2050 cette charge sera de 0,81 ou 0,60.

- Les solutions possibles et leurs inconvénients

- \* Le recul de l'âge légal de la retraite. (Allemagne 67 ans en 2029, GB : 68 ans). **Toutefois** les plus défavorisés sont entrés plus jeunes sur le marché du travail et décèdent plus tôt que les plus favorisés. De plus le taux de chômage des plus de 55 ans. Est déjà très important.

- \* L'augmentation des cotisations **mais** entraîne une hausse du coût du travail d'où perte de compétitivité, Le poids des prélèvements obligatoires est déjà très élevé

- \* L'adoption du financement par capitalisation (la retraite de chacun est le produit de son épargne antérieure) **mais** inégalités sociales accrues (le taux d'épargne est fonction croissante du revenu). Risque de perte de valeur des titres gérés par les sociétés financières et donc de la valeur des pensions versées.



- La lutte contre la pauvreté : les minima sociaux

- \* Les minima sociaux sont des prestations sociales d'assistance qui offrent un minimum de ressources aux personnes en situation de précarité. (RSA, allocation handicapé adultes, minimum vieillesse

- \* Ils présentent un certain nombre de limites : ne couvrent pas tous ceux qui pourraient y avoir droit (les moins de 25 ans par exemple), ne suppriment pas toutes l'exclusion, sont stigmatisant et offrent de faible chance de réinsertion. .

- \* Les minima sociaux et plus généralement les revenus de transfert sont à l'origine de trappe à inactivité. L'incitation financière à choisir le travail plutôt que l'inactivité est très faible. La différence entre le RMI auxquels on peut ajouter les aides sociales diverses et le SMIC à temps partiel n'est pas suffisante pour inciter le rmiste à reprendre un emploi.

- \* Pour éviter cette trappe le gouvernement à créé le RSA pour les plus de 25 ans (ou celles de moins de 25 ans ayant un enfant né ou à naître) ; qui s'adresse à la fois aux travailleurs pauvres à temps partiel et aux personnes sans activité notamment les bénéficiaires actuels du RMI (revenu minimum d'insertion) ou de l'API (allocation de parent isolé).

P 210 Q1  
.4 Q 5 p  
211

Q 6,7,9  
p212

P 225 4  
Q4, 6,  
7,8,9

Fiche de  
TD 24

- \* Le RSA en 2010 est de 460 € pour une personne seule sans revenu .le montant moyen pour les travailleurs pauvres à temps partiel est de 185 €.
- Les critiques adressées au RSA par T Piketty et D Méda
  - \* L'existence des trappes est contestée : Il part de l'idée du chômage volontaire. Or peu de bénéficiaires du RMI invoquaient le manque de rentabilité comme obstacle au retour à l'emploi
  - \* Le RSA serait une incitation des employeurs à proposer des emplois à temps partiel mal payés puisque les revenus du travail sont complétés par des revenus de transfert.
  - \* Le formulaire de demande de RSA incite les demandeurs à poursuivre leurs parents en justice au titre de l'obligation alimentaire.
  - \* Il crée des problèmes financiers importants aux départements.

## VOCABULAIRE DU CHAPITRE 4: INTEGRATION ET SOLIDARITE

### I LA COHESION SOCIALE ET LES INSTANCES D'INTEGRATION

#### Notions essentielles

**Anomie** : notion introduite par E Durkheim. Situation dans laquelle les normes d'une société sont déficientes de sorte que les individus ne savent plus comment orienter leur conduite. Pour K Merton une société est anémique lorsqu'il y a inadéquation entre les objectifs proposés par une société et les moyens dont dispose ses membres pour les atteindre. Ce divorce se traduit par des comportements déviants.

**Cohésion sociale** : Etat d'une société dans laquelle existent de solides liens sociaux établis grâce à des dispositifs d'intégration conférant aux individus un fort sentiment d'appartenance à la collectivité.

**Déviante** : comportement qui s'écarte de la norme. Cet écart peut être sanctionné par la loi ou par l'exclusion Il peut aussi être toléré ou accepté. Cette notion est relative à une société donnée pour une période donnée.

**Exclusion sociale** : résultat d'un processus qui conduit à rompre la plupart des liens sociaux, économiques qui unissent une personne ou un groupe aux autres membres de la société.

**Individualisme (sens sociologique)** : fait social caractérisant plus spécialement les sociétés modernes : représentations privilégiant l'individu son autonomie au détriment des appartenances collectives.

**Intégration sociale** : état ou processus d'insertion des individus dans un même ensemble (collectivité, société) acquérant ainsi un minimum de cohésion.

**Lien social** : ce qui rattache les individus et les groupes les uns aux autres. Il peut s'agir de liens directs basés sur l'interconnaissance (lien : conjugal, familial, de voisinage) ou de liens indirects tissés par la médiation d'institutions (monde professionnel, association, syndicats, partis ...)

**Socialisation** : ensemble des mécanismes par lesquels les hommes font l'apprentissage des rapports sociaux et assimilent normes, valeurs et croyances.

**Solidarité mécanique** : selon E Durkheim : lien social typique des sociétés traditionnelles. Il relie des hommes peu différents les uns des autres et qui participent à une même culture faite de croyances communes et de sacré.

**Solidarité organique** : selon E Durkheim : lien social caractéristique des sociétés modernes. Il relie les hommes des sociétés modernes, relativement différenciés les uns des autres, pratiquant la division du travail et qui sont socialisés par des institutions intégratives qui leur confèrent un sens moral qui les guide et les orientent.

#### Notions complémentaires

**Assimilation** : Processus par lequel des populations d'origine étrangère en viennent à partager les traits culturels de la société . d'accueil En ce sens, l'assimilation peut être considérée comme l'aboutissement du processus d'acculturation.

**Citoyenneté** : statut juridique d'une personne à laquelle est reconnue une égalité de droits et de devoirs avec les autres personnes, ces droits et ces devoirs fondant l'appartenance à une même nation.

**Communautarisme** : Volonté de privilégier une identité collective de nature ethnique, religieuse, culturelle , ou locale pouvant se traduire par des revendications particularistes (droit des minorités). L'individu s'efface alors devant les valeurs de la communauté .

**Communauté** : selon F Tönnies : collectivité caractérisée par des liens affectifs intenses, une forte cohésion et un esprit de solidarité vis-à-vis de l'extérieur.

**Conscience collective** : selon E Durkheim : ensemble des croyances et des sentiments communs à la moyenne des membres d'une même société. La conscience collective est un facteur de cohésion sociale et de solidarité qui a tendance à s'estomper dans les sociétés modernes.

**Contrôle social** : Ensemble des moyens dont dispose une société, une collectivité pour amener ses membres à adopter des conduites conformes aux règles prescrites, aux modèles établis pour assurer le maintien de la cohésion sociale.

**Délinquance** : ensemble des conduites qui sont sanctionnées pénalement car elles sont des infractions aux normes juridiques en vigueur dans une société.

**Désaffiliation sociale** : terme employé par R Castel : décrochage continu d'un individu à l'égard de tous les secteurs lieux et institutions qui l'intégraient à la société.

**Désinstitutionnalisation** : perte d'emprise des institutions et des normes sociales sur les individus et les rapports sociaux Idée selon laquelle les individus seraient moins encadrés par des institutions comme la famille, l'école, la sphère professionnelle et religieuse.

**Disqualification sociale** : terme employé par S Paugam . Processus d'affaiblissement ou de rupture des liens de l'individu à la société au sens de la perte de la protection et de la reconnaissance sociales.

**Division du travail social** : concept forgé par A. Durkheim correspondant à la spécialisation des fonctions des individus dans la société. Cette spécialisation induit une solidarité organique entre les individus, rendus interdépendants par la complémentarité des fonctions qu'ils exercent.

**Étiquetage** : terme utilisé par HS Becker (interactionniste américain) pour rendre compte des mécanismes par lesquels des individus ou des groupes sont publiquement désignés comme déviants en vertu de la non-conformité de son acte à la norme de ce groupe ou de cette collectivité.

**Identité** : façon dont un individu ou un groupe se définissent ressentent leur existence propre (leur singularité) et s'appuient sur elle pour s'affirmer vis-à-vis d'autrui. privilégiant l'individu son autonomie au détriment des appartenances collectives.

**Institution** : forme établie et durable de pratiques et de normes sociales qui structure les relations entre les individus du groupe en définissant ce qui est socialement légitime en terme de normes, de rôles de conduites.: La famille, l'Ecole par exemple.

**Multiculturalisme** :(sociologie) coexistence au sein d'une même société de groupes différenciés selon l'origine ethnique, la religion, la langue voire l'attache régionale (politique) Ensemble des exigences centrées sur la reconnaissance et le droit des minorités, sur la prise en compte de leurs revendications communautaires

**Nation** : entité collective plus ou moins vaste caractérisée par un sentiment d'appartenance fondée sur des traits culturels communs et /Ou sur des principes et des idéaux politiques partagés et organisée le plus souvent par un Etat .

**Pauvreté économique** : situation des individus dépourvus de ressources, considérées comme essentielles et vivent dans la précarité. La pauvreté relative est fixée en Europe à 60% du revenu médian en France à 50 %.

**Société** : (Selon F de Tönnies) : réunion d'individus étrangers les uns aux autres séparés géographiquement, affectivement et socialement. Le lien social est faible, fondé sur des intérêts personnels L'individualisme se traduit par un contrôle social allégé, une liberté individuelle respectée.

**Solidarité** :(sens sociologique) : sentiment d'appartenance à une communauté conduisent à faire cause commune avec ses membres, à leur porter assistance dans l'adversité et plus globalement à affirmer ses liens avec un groupe. (Sens politique) : dispositifs créés pour assurer la prise en charge par la collectivité d'individus ou de groupes ne pouvant subvenir à leurs besoins ou frappées par des sinistres divers.

**Stigmatisation**: Terme utilisé par E Goffman (interactionniste américain) .Mécanisme par lequel les membres d'un groupe ou les institutions d'une collectivité attribuent une identité sociale déviante à un individu ou à un groupe, en raison d'une caractéristique jugée comme un handicap : le stigmate Celui-ci peut par exemple être physique (la surdité), ethnique.....

**Universalisme** : conception de l'humanité reposant sur l'affirmation d'une commune nature de tous les êtres humains , sans distinction de race, de sexe ou de religion Ce qui légitime l'existence de droits identiques pour tous les hommes La personne humaine prime sur les valeurs des communautés.

## II PROTECTION SOCIALE ET SOLIDARITE COLLECTIVE

### Notions essentielles

**Assistance** : garantie offerte aux personnes subissant des risques sociaux même si elles n'ont pas cotisé reconnaissant à chacun le droit à un minimum de subsistance.

**Assurance** : système fonctionnant sur le principe d'un versement de cotisation permettant de recevoir certaines prestations si certains risques se réalisent. (Retraite, chômage, maladie ...)

**État providence** : État se donnent pour mission d'assurer une protection sociale à ses assujettis et de limiter les inégalités économiques par des mesures de redistribution de revenus. Opposé à État gendarme qui se contente d'assurer la défense extérieure par l'armée, la police, la justice et la prise en charge des biens collectifs non rentables.

**Pauvreté** : situation des individus dépourvus de ressources considérées comme essentielles et vivant dans la précarité. On la mesure à partir généralement à partir seuil de pauvreté relative fixé en France à 50% du revenu médian. (60% au niveau européen)

**Protection sociale** : couverture des principaux risques sociaux par la sécurité sociale (maladie, vieillesse, chômage...), l'UNEDIC (assurance chômage), l'assistance (RSA, CMU...)

**Redistribution** : action par laquelle l'État, au moyen de prélèvements fiscaux ou parafiscaux, réalise un transfert de ressources d'une partie de la population vers une autre. La redistribution horizontale opère des transferts de ressources au profit des personnes exposés à un risque social La redistribution verticale cherche à réduire les inégalités de revenus

**Sécurité sociale** : organisme de protection sociale français regroupant les caisses d'assurance maladie, d'assurance vieillesse, et les allocations familiales.

**Solidarités collectives** : dispositifs d'entraide au sein d'une collectivité vis-à-vis des individus ne pouvant subvenir à leurs besoins ou victimes de risques sociaux. Elles s'expliquent par un sentiment d'appartenance partagé par les membres du groupe. Elles traduisent la force du lien social.

### Notions complémentaires

**Contribution sociale généralisée** : prélèvement fiscal opérés sur tous les revenus mis en place par M Rocard en 1991 destiné à financer le système de protection sociale.

**Cotisation sociale** : versement effectué par les employeurs et les salariés pour acquérir des droits à prestations sociales (allocations).



**Couverture maladie universelle** : crée par la loi du 27 juillet 1999, la (CMU) assure aux plus démunis une affiliation au régime de base de la Sécurité sociale et une couverture complémentaire gratuite

**Financement des retraites par capitalisation** : la retraite de chacun est le produit de son épargne antérieure.

**Financement des retraites par répartition** : une part des revenus des actifs est prélevée pour servir les pensions de retraités.

**Impôt progressif** : impôt dont le taux de prélèvement s'accroît avec le revenu.

**Minima sociaux** : prestations sociales d'assistance versées sous condition de ressources à toutes personnes dont le revenu est inférieur à un montant déterminé par la loi (RSA., Minimum vieillesse, allocation handicapé adulte ...).

**Pôle emploi** : institution nationale publique du service public de l'emploi créée le 19 décembre 2008 résultant de la fusion entre l'ANPE et les ASSEDIC

**Politique sociale** : ensemble des actions de l'État qui visent à agir sur la situation sociale des individus et des groupes et conduites par les ministères dit sociaux (ministère du travail, de la santé, des affaires sociales). Elles visent généralement à soutenir les revenus les plus faibles.

**Prélèvements obligatoires** : ensemble des impôts et des cotisations sociales.

**Prestations sociales** : revenus attribués par les administrations sociales pour prendre en charge les besoins correspondant à des risques déterminés dans le domaine de la santé, de la vieillesse, de la maternité, de la famille, du chômage etc.. ...

**RSA** : Le revenu de solidarité active est un dispositif qui a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires. Il remplace le revenu minimum d'insertion, l'allocation de parent isolé et les différents mécanismes d'intéressement à la reprise d'activité.

**Risques sociaux** : événements qui ne sont pas dus aux individus eux-mêmes et qui conduisent à une à une perte de revenu (chômage, maladie, vieillesse ...)

**Sécurité sociale** : ensemble des administrations dont l'objet est le versement de prestations sociales à partir des cotisations provenant des assurés. elle est composée des caisses nationales d'assurance maladie (CNAM) vieillesse, (CNAV), familiale (CAF).

**Trappes**: l'individu rationnel arbitre entre travail et loisir. Si les allocations versés par l'Etat sont trop importantes par rapport au salaire auquel il pourrait prétendre l'individu se trouve pris dans un piège qui le condamne à l'inactivité. La trappe à inactivité désincite à entrer sur le marché du travail, la trappe à chômage à accepter un emploi, la trappe à pauvreté à prendre un emploi à temps plein.

**Unité de consommation** : le premier adulte d'un ménage correspond à une U.C, les suivants à 0.5 U.C les enfants de moins de 14 ans à 0.3. En effet, un couple ne consomme pas 2 fois plus qu'un célibataire mais 1,5 fois plus. Un couple avec deux enfants de moins de 14 ans compte donc  $(1+0,5+0,3+0,3) = 2,1$  unités de consommation.